

Règlement d'attribution des subventions de fonctionnement aux associations d'insertion

Préambule :

- Considérant que les associations de la ville de Saint-Benoît sont devenues des partenaires incontournables de la Collectivité,
- Considérant que la Commune reconnaît l'importance du secteur associatif,
- Considérant que la Commune souhaite accompagner les associations dans une politique de consolidation et de pérennisation de leur structure et de leurs emplois,
- Considérant que la Commune par l'attribution de subventions à la volonté d'accompagner les associations de la ville en les aidant dans la réalisation de leurs projets,
- Considérant qu'il est nécessaire d'établir un cadre d'intervention pour les relations entre les associations et la Collectivité,

Il a été convenu ce qui suit conformément aux dispositions réglementaires suivantes :

Rappel du cadre réglementaire

- Art 10 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et région
- Code général des collectivités territoriales
- Art 1 du décret 2001-495 du 06 juin 2001 pris pour l'application et la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques
- Art 9-1 de la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations créé par l'article 59 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire
- Art 2 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire
- Circulaire 5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations : déclinaison de la charte des engagements réciproques et soutien public aux associations
- Décret N° 2009-540 du 14 mai 2009 portant sur les obligations des associations et des fondations relatives à la publicité de leurs comptes annuels

Article 1 : Définition de la notion de subvention :

La loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'Economie Sociale et Solidaire définit la subvention comme telle :

« Ensemble des contributions (d'ordre financier, matériel ou personnel) attribuées par des autorités permettant la réalisation d'une action, d'un projet d'investissement, le développement d'activité ou le financement global de l'activité de l'organisme bénéficiaire ... »

Les contributions financières ou aides financières sont des versements de fonds qui peuvent être soit des subventions d'investissement soit des subventions de fonctionnement.

Les aides d'ordre matériel ou personnel dites aussi aides indirectes se traduisent par des mises à disposition de matériel ou de personnel.

Le présent règlement vise à préciser le cadre d'attribution, de versement et de contrôle des aides financières attribuées par la Collectivité aux structures œuvrant dans le cadre de l'Insertion. Ces aides ne portent que sur des subventions de fonctionnement.

Article 2 : Objet de la subvention

La commune affirme une volonté de soutien active dans la mesure de ses moyens aux initiatives intéressantes pour la ville selon des modalités et des critères mentionnés ci-après.

- La subvention a pour vocation de financer le fonctionnement d'un projet et non de la structure :
 - ✓ Cofinancement des emplois aidés des dispositifs suivants (CUI/CIE, Emploi d'Avenir, Service Civique, Atelier Chantier d'Insertion...),
 - ✓ Cofinancement de certains frais de fonctionnement,
 - ✓ Cofinancement de petits matériels et petites fournitures,
- **Le financement doit constituer un effet de levier pour l'obtention des financements des autres partenaires** (Conseil Régional, Conseil Départemental, DIECCTE : dispositif ACI...),
- Le projet financé ne doit pas avoir fait l'objet d'interdiction,
- Le projet doit avoir un impact positif sur le territoire,
- Les projets doivent être initiés, définis et mis en œuvre par les organismes bénéficiaires,
- Les projets doivent répondre à la politique globale définie par la collectivité.

Article 3 : Bénéficiaires et zone géographique d'intervention

Bénéficiaires :

Les structures d'insertion de la ville ont pour objet de permettre à des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle. Elles mettent en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement. Les actions portées ont pour objectif de lutter contre les exclusions et les inégalités sociales, sanitaires, économiques et culturelles.

Ces structures peuvent prendre différentes formes juridiques (Associations Loi 1901, SCOP, SCIC, FONDATION ...)

Cependant le financement attribué par la ville ne concernera que les Associations loi 1901 remplissant les conditions ci-dessous:

- Ayant au moins 1 an d'existence,
- A jour de ses cotisations sociales et fiscales,
- Ayant des activités conformes à la politique générale de la commune en matière d'insertion,
- Avoir présenté une demande de financement conforme aux dispositions prévues par la commune.

Lieu géographique :

- ✓ Avoir son siège social et / ou son activité principale sur la Commune de Saint-Benoît,
- ✓ L'action doit être portée sur le territoire de Saint-Benoît et avoir un impact réel sur la commune.

Article 4 : Type de subventions :

SUBVENTION ANNUELLE DE FONCTIONNEMENT :

La subvention annuelle est une aide financière attribuée par le Conseil Municipal destinée à financer le fonctionnement d'un projet ou d'une action.

Inscrite au budget communal, elle est attribuée sur décision du Conseil Municipal lors du vote du budget de l'année. **Aucune autre subvention ou complément de subvention ne sera octroyée pour les opérations déjà validées au Conseil Municipal. La structure sollicitant la subvention devra donc veiller à bien estimer les coûts liés à son action.**

SUBVENTION EXCEPTIONNELLE :

- La subvention exceptionnelle est une aide financière de la commune à la réalisation d'une opération qui est projetée dans l'année et dont l'objet et le financement sont clairement identifiables. C'est donc une aide à un projet ponctuel en dehors de l'activité courante du bénéficiaire.
- Aucune aide ne sera octroyée pour une action déjà réalisée ou en cours au moment où la demande de subvention est déposée.
- Par décision du Conseil Municipal, il est possible d'accorder une subvention exceptionnelle afin de soutenir un événement ponctuel qui contribue de manière manifeste et pertinente au rayonnement de la commune.
- Dès lors en fonction des finances communales et de l'intérêt du projet pour la commune, des montants variables pourront être accordés aux structures porteuses de projets.
- Chaque structure ne pourra déposer qu'un dossier de subvention par an.
- Ce dossier devra comporter un projet détaillé, un bilan prévisionnel et les pièces justificatives s'y référant.
- **Attention le versement de la subvention exceptionnelle ne se fera que sur présentation des pièces justificatives notamment les factures acquittées.**

Article 5 : Critères d'encadrement du financement

- Le financement doit intervenir uniquement après mobilisation de l'ensemble des autres dispositifs existants. La structure doit donc démontrer avoir effectué une recherche préalable d'autres aides financières.
- Ce financement est un financement d'opportunité et non de droit.

Article 6 : Principes d'attribution du financement :

- ✓ La subvention est facultative et précaire.
- ✓ Une subvention n'est pas attribuée par tacite reconduction.
- ✓ Le Conseil Municipal est souverain en matière d'octroi ou non d'une subvention.
- ✓ Il est rappelé que la Collectivité n'intervient qu'en dernier ressort après justification de la mobilisation des autres financements existants.
- ✓ **Une demande de subvention concernant une activité qui est déjà réalisée, ou qui est en cours au moment où la requête est déposée, est irrecevable.**

Article 7 : Formalisation de la demande de subvention :

Un dossier de demande d'aide devra être complété par la structure.

Ce dossier comporte :

- ***L'identification de la structure,***
- ***La présentation de la structure,***
- ***Le budget prévisionnel de la structure,***
- ***Le descriptif de l'action projetée et budget prévisionnel,***
- ***Des fiches administratives,***
- ***Les pièces à joindre à la demande.***
- ✓ ***Le dossier sera disponible sur le site internet de la Mairie ou au Service Insertion Solidaire,***
- ✓ ***La commune se réserve le droit d'exiger tout complément d'information ou pièces justificatives au requérant avant de statuer.***

Article 8 : Processus de validation interne de la demande

- Le dossier sera disponible sur le site internet de la Mairie ou au Service Insertion Solidaire à partir de septembre N-1.
- Le dossier complet devra être déposé au Service Insertion Solidaire avant le 15 janvier de l'année N.
- Le dossier sera instruit par le Service Insertion Solidaire.

Tout dossier incomplet ou transmis hors délai ne sera pas instruit

- Le dossier sera présenté à la commission de validation du budget,
- Et enfin validé au Conseil Municipal (mars de l'année N) lors du vote du budget primitif.

- Une notification d'accord de subvention par mail ou courrier sera transmise à la structure par le Service Insertion Solidaire.

Article 9 : Paiement de la subvention accordée :

Le paiement se fera suivant la procédure ci-dessous :

- Signature par les parties d'une convention d'objectifs et de moyens,
- Nommage de la convention,
- Transmission à la Direction des Affaires Financières pour paiement,
- Versement du premier acompte de 60 %,
- Versement du solde sur présentation d'un bilan intermédiaire et des attestations de régularisation des charges sociales avant le 30 novembre de l'année N.

Article 10 : Processus de contrôle :

Conformément à l'article L1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales « Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut-être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée ».

En effet « tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de l'activité ».

L'ensemble des données sollicitées figureront dans la convention d'objectifs et de moyens signés.

En tout état de cause la structure bénéficiaire de la subvention devra présenter dans les six mois suivants la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été versée, l'ensemble des documents sollicités.

Article 11 : Durée de validité des décisions :

La validité de la décision prise par le Conseil municipal est fixée à l'exercice à laquelle elle se rapporte. Si à l'expiration de ce délai, les pièces justificatives demandées ne sont pas fournies, la structure perd le bénéfice du solde de la subvention.

Article 12 : Conséquences du non-respect des règles :

- ✓ Interruption de l'aide financière,
- ✓ Demande de reversement des sommes totales ou partielles allouées
- ✓ Non-prise en compte des demandes de subventions ultérieures.

Article 13 : Modification du règlement

- ✓ La commune se réserve le droit de modifier ce règlement par délibération municipale.

Article 14 : Mesures d'information au public

- ✓ Les structures bénéficiaires de subventions municipales doivent mettre en évidence par tous les moyens dont elles disposent, le concours financier de la commune.

Article 15 : Règlement des litiges

- ✓ En cas de litiges, la structure et la commune s'engagent à rechercher une solution amiable. En l'absence de solution amiable, il est expressément stipulé que le Tribunal administratif de Saint-Denis est seul compétent pour tous les différends que pourrait soulever l'application du présent règlement.